



RESEAU D'ORGANISATIONS DES DROITS HUMAINS ET
D'EDUCATION CIVIQUE D'INSPIRATION CHRETIENNE

EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

RODHECIC

REVUE DE PRESSE SUR LA VIOLENCE ARMEE EN RDC Septembre – Octobre 2008

Le palmarès du 3 septembre 2008, N°4322

Programme Amani

Avec la reprise des combats la semaine dernière entre les troupes du CNDP et l'armée régulière, on peut dire que le Programme Amani a du plomb dans l'aile.

A la base des confusions récurrentes qui gagnent le processus de pacification de cette région, on note la versatilité de Laurent Nkunda qui, d'une part, accepte d'envoyer ses troupes au mixage ou négocie avec le pouvoir central et de l'autre, ordonne à ses éléments de reprendre les armes. Toujours imprévisible, il arrive qu'il se déclare favorable au programme Amani puis s'éloigne de l'idéal de paix qui est le leitmotiv du dit programme. Un peu comme un homme qui ne sait pas ce qu'il veut.

En jouant ainsi au plus rusé, Nkunda trahit son statut de point de blocage incontestable du processus de paix dans les kivu. Comment peut-il en être autrement quand on analyse certaines de ses initiatives, comme le fait de hisser son drapeau à Masisi ? En percevant les taxes et impôts dans les territoires sous son contrôle, le leader du CNDP, sans s'en rendre compte, apporte de l'eau au moulin de ceux qui soutiennent mordicus que la conférence de Goma n'a été qu'une pèze de temps et une proie lâchée pour l'ombre.

Le Potentiel du 3 septembre 2008, n°4413.

La société civile souhaite la vulgarisation du programme Amani.

Près de cent cinquante membres de la société civile et leaders d'opinion de Minembwe dans les hautes plaines du Sud-Kivu exigent la multiplication des sensibilisations dans leurs milieux sur le Programme Amani.

Ils l'ont déclaré au terme d'un premier atelier du genre qui s'est clôturé le lundi 1^{er} septembre 2008 et dont les travaux étaient organisés par l'ONG « *Action pour le développement et la paix endogène* ». La structure provinciale du Programme Amani et la société civile du Sud-Kivu ont été associées à cette initiative.

Selon un témoignage d'un participant : « J'ai vu des gens en provenance de tous les groupes. C'est une population qui est prise en otage. Les gens ne savent rien de ce qui se fait et même de la conférence de Goma. Les gens sont sous informés, la population en a assez. Ils n'ont pas encore bien compris. Mais si la sensibilisation continue, il peut y avoir un changement. »

La référence du 4 septembre 2008, n°4351.

La population manifeste en colère.

Commencées il y a quelques jours, des violentes manifestations de colère se sont poursuivies hier mercredi à Rutshuru centre, à 70 km au Nord de Goma. Les jeunes de Rutshuru et Kiwanja ont barricadé la route principale Goma-Butembo avec des pierres et des troncs d'arbre, bloquant ainsi le passage à tout véhicule. Ils exigent aux casques bleus de la Monuc de contraindre le congrès national pour la défense du peuple (CNDP) de Laurent Nkunda Mihigo de mettre fin aux troubles dans la région.

Selon les mêmes sources, les manifestants ont mis le feu depuis 4 heures du matin sur une auto blindée des casques bleus de la Monuc. Les manifestants réclament le retour au calme à Rutshuru et exigent aux casques bleus de la Monuc de contraindre les éléments de CNDP à mettre fin à l'insécurité dans ce territoire. Pourtant signataire de l'acte d'engagement en janvier 2008, le CNDP continue à cracher sur ce document en allant à l'encontre de la volonté exprimée à Goma.

Il y a peu, la Monuc a dénoncé des actes commis par ce mouvement rebelle, actes qui ne frisent pas le retour de la paix dans cette partie du pays. Narguant le gouvernement et la communauté internationale, il a érigé son drapeau, créé sa propre police et perçoit des taxes douanières. La semaine dernière, des violents combats à l'arme lourde ont éclaté à Rutshuru entre l'armée régulière et les éléments de CNDP. Stratégie dans la pratique de souffler le chaud et le froid, ce dernier avait tôt fait d'accuser les troupes gouvernementales d'avoir attaqué des positions. Aujourd'hui, ces derniers combats ont eu comme conséquence, la fermeture de la frontière avec l'Ouganda à Bunagana entraînant ainsi un manque à gagner énorme pour le trésor public. Ces combats ont également renvoyé dans l'errance une frange de la population.

Le commun des mortels congolais se demande aujourd'hui à quoi aura alors servi l'amnistie votée par l'assemblée nationale en faveur de NKunda ?

Le potentiel du 10 septembre 2008, N°4419.

Les populations civiles de Kibirizi ont déserté leurs habitations afin d'éviter de subir les conséquences des affrontements qui ont opposés dimanche dernier les forces gouvernementales et le CNDP. Actuellement, un calme précaire règne dans cette localité située à une centaine de kilomètres de Goma. Cette localité a été systématiquement pillée dans la journée du lundi 8 septembre par les militaires de l'armée régulière avant de se replier sur leurs positions vers Katsiru-Nyanzale à l'ouest de Rutsuru-centre.

A noter que peu avant le pillage, les éléments du CNDP avaient attaqué les positions des FARDC à Somikivu, un village situé à environ 7 km de Kibirizi. Suite à ces affrontements, les habitants des localités de Mutanda, Mine-somikivu, bwalanda, mirangi, Kashalira et Katolo ont fui leurs villages et se sont dirigés les uns en direction de la brousse et les autres vers Kanyabayonga et Rwindi.

Avec la nouvelle vague des déplacés, la situation humanitaire se dégrade davantage dans la province du Nord-Kivu. Et pourtant, de nombreuses familles sans abris attendent depuis longtemps l'instauration de l'autorité de l'Etat pour regagner leurs villages respectifs. Mais avec la reprise des combats, ces familles sinistrées n'ont qu'un seul souci, celui de voir ***les signataires du processus de paix de Goma respecter leurs engagements.***

De leur côté, bon nombre d'observateurs estiment que l'implication totale du gouvernement et celle de la communauté internationale constitue un atout indispensable.

C'est de cette manière que l'on peut résoudre cette question qui bloque l'émergence du nord-Kivu par rapport aux autres provinces de la RDC.

La référence plus du 19 septembre 2008

Guerre de l'Est de la RDC

La reprise de la guerre dans l'Est de la RDC suscite beaucoup de frustrations dans l'opinion congolaise. Après la marche des étudiants du Nord Kivu mercredi dernier, hier jeudi 18 septembre, à Kisangani, c'était toute la ville qui était en ébullition. La manifestation a mobilisé toutes les couches sociales en commençant par les membres du gouvernement provincial, les animateurs des institutions et services publics provinciaux ainsi que les forces vives de la Province Orientale. Les organisations non gouvernementales, les partis politiques. Ils protestent contre la reprise des hostilités dans le Nord Kivu et le pillage des ressources du pays. Sur leur calicot on pouvait lire : « ***Oui à la Monuc pour imposer la paix au Kivu. Non à la guerre, Oui à AMANI*** ».

La population croyait, selon certaines indiscretions, que la Monuc comme les animateurs du Programme Amani tireraient au même titre que Nkunda les dividendes de la guerre dans l'Est du pays.

Le président de la République à Goma avait rassuré l'opinion nationale que le gouvernement congolais trouvera une solution sur la sécurité dans les provinces du Nord et Sud Kivu par tous les moyens. Il a souligné en outre que ***les accords de Goma du 23 janvier dernier disposent que le programme Amani est le seul cadre de dialogue pour la paix et tous les signataires de ces accords doivent les respecter textuellement.***

La référence plus du 24 septembre 2008

Les étudiants de l'Université des Uélé ont marché.

Une marche pacifique a été organisée avant-hier à Isiro dans la province Orientale par les étudiants de l'Université des Uélé demandant au gouvernement central de prendre toutes ***les dispositions utiles afin de mettre hors d'état de nuire les Mbororo et les rebelles de LRA qui sont en train de faire souffrir la population locale.***

Dans un mémorandum déposé auprès des autorités locales ils déplorent l'inertie du gouvernement et lance une mise en garde sévère auprès de ces groupes afin de libérer les prisonniers retenus par LRA pendant une semaine. Ce coin du pays qui constitue une frontière avec le Soudan et l'Ouganda constitue une zone d'insécurité et leur présence dans la province crée un climat contre l'intégrité du territoire national.

La marche pacifique des étudiants est une expression de la population et les instances provinciales prendront en compte les revendications des étudiants. Les actes posés par LRA et les Mbororo ne sécurisent pas la population. Il faut mettre fin à cette présence dans la province orientale a laissé entendre le gouverneur de la ville.

Le potentiel N°4446 du samedi 11 octobre 2008.

La CNDP quitte Rumangabo avec un butin de guerre.

Michel Bonnardeaux, porte parole de la Monuc a soutenu que le camp de Rumangabo était passé aux mains des casques bleus qui l'ont remis aux FARDC. Il a cependant précisé que le fait que le CNDP s'est retiré du camp militaire de Rumangabo n'implique pas nécessairement son retour au Programme Amani. Bertrand Bisimwa, le porte parole du

CNDP a indiqué que ce retrait traduit la volonté du mouvement à s'engager sur la voie de la paix.

Par ailleurs, le représentant spécial du secrétaire général des Nations Unies en RDC, M Alan Doss, a été reçu jeudi dernier par le président de la République son Excellence Joseph Kabila qui a réitéré son soutien à la Monuc et son engagement envers le programme Amani en insistant sur la mise en œuvre des zones de séparation. Le chef de l'Etat A la demande d'Alan Doss, Le chef de l'Etat a marqué son accord pour la réactivation du mécanisme de vérification conjoint entre la RDC et le Rwanda afin de procéder rapidement à l'examen des allégations contre les manquements aux obligations contenues dans le communiqué de Nairobi.

Le potentiel N°4446 du samedi 11 octobre 2008

Kinshasa accuse Kigali d'envoyer des troupes sur son sol

Le gouvernement de la RDC a accusé, le jeudi 9 octobre 2008, le Rwanda d'avoir dépêché ses troupes au Nord – Kivu pour appuyer la rébellion de Laurent Nkunda. Dans sa déclaration faite à l'AFP, le ministre congolais des affaires étrangères Antipas Mbusa Nyamwisi, a affirmé qu'il y a des preuves réelles de l'implication du Rwanda dans les combats qui opposent l'armée régulière aux éléments du CNDP (Conseil national pour la défense du peuple).

Un officier de l'armée rwandaise a été capturé lors de combat de mercredi dans le territoire de Rutshuru, frontalier du Rwanda. La source renseigne également que cette attaque suicide contre les positions de l'armée régulière à Rumangabo a été menée par un bataillon du CNDP appuyé par des militaires rwandais. Raison pour laquelle la RDC a saisi le Conseil de sécurité pour lui demander d'exercer la pression qu'il faut sur le Rwanda afin de prévenir une éventuelle agression de la RDC par ce pays.

Face à cette situation, l'Onu s'est dit très inquiète et elle est mobilisée sur tous les fronts pour éviter que la situation ne dégénère dans l'est de la RDC. Sur le plan militaire, la Monuc est en état d'alerte. Les casques bleus s'efforcent de sécuriser les grandes villes et ils ont pu reprendre, par la négociation, le camp stratégique de Rumangabo, dans le Nord-Kivu. Sur le plan diplomatique, le secrétaire général de l'Onu a demandé aux Etats Unis, à la Grande Bretagne, et la France de faire pression sur les autorités rwandaises et congolaises pour éviter tout dérapages.

En dépit des démentis de Kigali qui affirme n'avoir pas envoyé ses troupes sur le sol congolais, l'Onu dispose d'informations qui font état de la présence de 400 soldats rwandais, au côté des rebelles de Laurent Nkunda. Et préciser qu'il n'y a aucun doute que le Rwanda soit impliqué. L'Onu a, en outre, confirmé que l'armée rwandaise a amassé près de 2000 hommes à la frontière avec la RDC.

Sud-kivu : Une délégation du programme Amani bloquée par des jeunes gens à Fizi.

Un groupe de jeune se réclamant de la société civile a barré le jeudi 9 octobre 2008 la route à une délégation de la commission du programme Amani en transit à Fizi-centre dans la province du Sud-kivu. La délégation venue de Goma se rendait à Mikenge, dans les hauts plateaux de Minembwe pour rencontrer les insurgés des forces républicaine déférialistes (FRF). Le porte-parole de ces jeunes a demandé à la délégation de s'impliquer d'abord dans

la cessation des hostilités à Rumangabo, au Nord-Kivu avant de parler désengagement et regroupement des mai mai à Fizi, rapporte radio okapi.

Le retour à Fizi du commandant Mai mai Yakutubma encore présent à Kinshasa a été aussi évoqué par ces jeunes. Selon l'autorité locale qui a reçu la délégation, le but du déplacement de Minembwe est d'aller cibler les différents sites de regroupement des troupes dans les hauts plateaux selon le plan de désengagement.

Cette délégation, rencontrera t-elle l'état major du groupe armée Yakutumba à son retour à Fizi-centre ?

Atelier de formation des formateurs en armes légères.

Une formation des formateurs en armes légères a été organisée par le Cadre de concertation de la société civile avec l'appui du PNUD à Lubumbashi du 28 au 30 octobre 2008.



Cette rencontre a connu la participation des délégués des organisations de la société civile homme et femme du Katanga et des deux Kasai qui ont échangé sur : le genre et les ALPC, cadre juridique congolais et international sur les ALPC, le DDR...Il a été aussi fait allusion à la situation dans le Nord – Kivu.

Il a été aussi lancé la campagne « *Control arms, le monde nous regarde* » qui implique la participation de la société civile dans la lutte contre les armes. En effet, le monde nous regarde et nous posera la question sur notre contribution dans la lutte contre les armes (sur ce que nous avons fait...).



Dans les différents carrefours, les participants venus de différents districts du Katanga et des deux Kasai ont élaboré un plan d'action provincial qui sera inclus dans le plan d'action national sur les ALCP.

Monsieur Josée Ikongo, secrétaire permanent de la commission de lutte contre la prolifération des ALPC et contre la violence armée a retracé des différents événements qui ont contribué à la création du point focal



national et puis de la Commission. Il a donné son point de vue sur la loi sur les ALP en examen à la commission défense et sécurité.

DECLARATION DES FEMMES CONGOLAISES REUNIES AU FORUM AWID

Cape Town, le 15 Novembre 2008

1. Nous Femmes, représentantes des organisations féminines de la République Démocratique du Congo (RDC), réunies en marge du 11eme Forum International d'AWID (Association for Women's Rights in Development) portant sur « *les droits de la femme et de développement* » organisé a Cape Town, du 14 au 17 Novembre 2008 ;
 2. Révoltées par les guerres à répétition et particulièrement celle que mène le Congres National pour la Défense du Peuple (CNDP) (du général déchu Laurent Nkunda) contre les institutions issues des longues négociations politiques (1999-2003), et sanctionnées par une nouvelle constitution ainsi que par des élections de 2006 ;
 3. Dénonçons l'appui au CNDP par des forces extérieures a travers les pays voisins pourtant signataires de tous les accords de paix dans la région des grands lacs ;
 4. Dénonçons les attaques ciblées du CNDP contre la population civile qui ne prend pas part active aux hostilités, en particulier contre les femmes et des enfants par tous les groupes armés y compris des éléments des forces armées de la RDC (FARDC), en violation de l'acte d'engagement de Goma de janvier 2008;
 5. Demandons une déclaration de solidarité de plus de deux mille femmes réunies dans ce 11eme Forum d'AWID, afin de mettre fin a la guerre en RDC, car nous sommes convaincues que si les femmes du monde se solidarisent contre la guerre en RDC ; nous et nos familles serons sauvées ;
 6. Demandons à toutes les Nations de prendre acte de **l'holocauste du millénaire** qui se commet en ce moment en RDC en toute indifférence et insouciance du monde. Six millions de morts, plus de deux millions de déplacés dans une précarité totale, des milliers des cas de viols et violence sexuelles contre les femmes et jeunes filles;
 7. Demandons aux Nations Unies et à l'Union Africaine d'agir dans l'immédiat pour protéger la population civile, eu égard à la limite des efforts du gouvernement congolais de le faire.
1. Aimee Mwadi Kady, (SWAA-RDC)
 2. Anne Marie Ramazani, SOS FEC ;
 3. Annie Bukaraba, Caucus des femmes du Sud Kivu

4. Annie Matundu, Women International League for Peace and Freedom (WILPF-RDC)
5. Audry Shematsi, Action Aid, Nord-Kivu
6. Aurelie Bitondo, Réseau des femmes africaines ministres et parlementaires/ Caucus du Sud Kivu
7. Francoise Mukuku, Si Jeunesse Savait ;
8. Gege Katana, Solidarité des Femmes pour les Activistes des Droits humains (SOFAD)
9. Gertrude Biaya Ndaya, Centre Féminin de Formation et d'Information pour le Développement (CEFIDE);
10. Isidore Kashiba, Fontaine d'Espoir pour Filles et Femmes (FEFF) ;
11. Jacqueline Mapatano, Réseau des Femmes pour un Développement Associatif (RFDA) ;
12. Jacqueline Musugani Nyangoma, Initiatives des Femmes en situation difficiles pour le développement intégré, (IFESIDI) ;
13. Josephine Ngalula, Réseau Action Femme, (RAF) ;
14. Julienne Lusenge, (SOFEPADI)
15. Kapinga Ntumba, Ligues des Femmes pour la Justice ;
16. Lutha Bisumbula, Réseau d'Organisations des Droits humains et d'Education Civique d'Inspiration Chretienne (RODHECIC);
17. Marie Kusa, Fondation Orphelinat au Congo ;
18. Mathurine Luzolo Luyoka, Mutualité des volontaires africaines pour le développement ;
19. Monique Kaseya, Initiatives pour le développement de l'entreprenariat féminin (IDEF)
20. Nicole Odia Kayembe, Action Contre l'Impunité pour les Droits Humains (ACIDH) ;